

## Préparatoire à l'abécédaire de l'atelier

### Alternatives

Ne pas confondre avec l'idée d'alternance qui n'est que le choix entre deux possibilités distinctes ou plus radicalement entre une chose et son contraire. L'alternance politique d'aujourd'hui entre droite et gauche ne propose pas d'alternatives mais seulement des aménagements de l'ordre existant.

Les alternatives sont à chercher du côté des utopies car en nous libérant des contraintes socio économiques de notre temps elles nous permettent d'envisager l'avenir autrement. Construire une alternative est un acte de création.

### Propos de l'atelier sur l'alternative

- L'alternative doit être vue comme étant « l'autre » (alter), radicalement distinct du « même », bien qu'il en procède.
- En cherchant une alternative à la délégation de pouvoir on va interroger l'ensemble des rapports sociaux : éducation, culture, économie, mode de vie, information,...
- Aujourd'hui il y a un verrou très efficace, le fameux TINA « il n'y a pas d'alternatives ». La porte du rêve et de l'imagination étant fermement verrouillée nous ne sommes capables que de proposer des aménagements à l'intérieur du système.
- Penser « alternative » c'est dévoiler des possibles et ouvrir des directions. On ne peut la définir qu'au pluriel parce qu'il n'y a pas de voie royale.
- L'alternative ce n'est pas le contraire de ce qui est, parce que rester dans le contre n'est jamais que l'autre face de la même pièce. Il faut changer de paradigme.
- L'alternative qui peut advenir n'est pas nécessairement celle à laquelle nous rêvons inconsciemment, elle risque de virer « au brun » tant les idées de compétition et de haine de l'autre se sont banalisées.
- Ce n'est pas dans l'alternance que nous offre notre système politique que nous trouverons une alternative à la délégation de pouvoir.

### De fausses alternatives ?

- Le renversement de hiérarchie par la prise de pouvoir de ceux d'en bas ne serait que la continuation de la logique de pouvoir (dictature de la majorité)
- La réappropriation des moyens de production par le peuple sans remise en cause du dogme de la croissance.
- La révolution par les urnes (continuation du système représentatif).
- Changer la nature humaine pour changer de société (révolution culturelle).

### De vraies alternatives ?

- Faire disparaître le pouvoir en le rendant inutile (auto organisation)
- Le pouvoir est en chacun de nous, il suffit de l'exercer (démocratie directe)
- Principe de coresponsabilité généralisé à l'ensemble de la société avec délégation de responsabilité par tirage au sort (démocratie participative).
- Un contrat social fondé sur la confiance avant de l'être sur la loi (agir sans contraindre).
- Primauté du politique sur l'économie (non aliénation de la souveraineté populaire)

## **Auto organisation et autonomie**

L'auto organisation et le désir d'autonomie seraient la conséquence d'une perte de confiance dans le pouvoir de l'état et de ses institutions.

L'auto organisation crée immédiatement du lien parce qu'elle nécessite le partage de nos « savoirs faire » et ne peut être fondée que sur la confiance que nous avons les uns envers les autres. De plus elle permet de réduire les inégalités économiques et sociales en favorisant plutôt l'intégration que l'exclusion.

Ne pas confondre auto organisation qui relève du politique (établir de nouvelles règles pour nous organiser) avec l'autogestion qui relève de l'économique (les coopératives par exemple).

Le désir d'autonomie ne doit pas être vu comme une volonté de vivre en autarcie, replié sur nous même, mais comme le refus d'un pouvoir omnipotent et pyramidal. Il faut veiller à ne pas construire des îlots démocratiques déconnectés les uns des autres car se pose la question de savoir si on peut faire société avec un ensemble d'autonomies.

Si elle n'est pas inscrite dans un projet émancipateur de l'idéologie libérale, l'auto organisation peut servir les desseins des ultras libéraux qui réclament le démantèlement des politiques de solidarité et des services publics.

Rien ne sera possible si les gens ne changent pas leur mentalité individualiste et n'apprennent pas à coopérer, il faut abandonner les réflexes corporatistes pour apprendre à faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt égoïste (voir éducation civique et citoyenne).

Il a été proposé de faire un inventaire de tout ce qui peut être géré directement par les citoyens.

## **Citoyenneté-civisme**

Le civisme c'est se comporter d'une manière compatible à la vie en société. Être civique c'est respecter les règles que nous nous sommes données pour faciliter le vivre ensemble et c'est les rappeler à ceux qui les oublient.

La citoyenneté ne se résume pas au civisme et au respect de la loi. Être citoyen, c'est être capable de fabriquer de la loi.

Un citoyen éclairé ne se laisse pas manipuler parce qu'il connaît les lois et peut exercer ses droits.

## **Compétence**

Nous en parlons souvent quand on évoque la notion de responsabilité. Il faut distinguer deux sens dans ce mot.

- Un sens juridique : « j'ai le droit de m'occuper de... »
- Un sens qui fait appel au savoir et à l'expérience : « j'ai les capacités de m'occuper de... »

Une proposition a été formulée pour articuler les deux sens : « si j'ai la capacité de...alors je dois avoir le droit de... ».

## **Construction (par où commencer)**

Comme dans toute entreprise de construction la grande question est : par quoi commencer ? Si nous n'avons d'autre choix que de partir d'où on est et de construire avec les matériaux à notre disposition, il est également évident que nous devons savoir ce que nous voulons fabriquer avant d'élaborer un plan de construction, de déterminer les pièces nécessaires à l'édification de notre alternative et d'évaluer leur importance pour décider d'un ordre de fabrication.

### Propos de l'atelier

Pour se mettre en chemin nous ne pouvons partir que d'où on est, pour le reste il suffit d'avoir beaucoup d'imaginaire dans nos bagages pour construire le chemin en marchant.

Il y a aussi l'option de faire table rase et de reconstruire sur des ruines, mais outre la violence qu'elle suppose, l'histoire nous apprend que l'illusion du grand soir se termine toujours par un petit matin blême.

Il faut commencer par fabriquer du sens, c'est-à-dire arriver à produire une représentation collective du but que nous voulons atteindre et du pourquoi nous allons nous mettre en mouvement. Le processus de construction pourra alors s'enclencher.

Il faut élaborer une échelle de valeur dans les utopies. Qu'est ce qu'on aurait à fabriquer dans une alternative et dans quel ordre d'importance ?

Il faut commencer par un travail de déconstruction, par la remise en cause de notre mode de vie (désaccoutumance à la consommation et à la croissance).

Il faut élaborer une démarche ascendante et horizontale en partant de ce qui affecte les gens au quotidien car agir localement c'est faire le premier pas.

Il faut savoir imaginer un idéal sans se préoccuper de sa faisabilité à l'intérieur du système car en réfléchissant de la même manière que lui nous nous condamnons à l'impuissance. La première pierre de la construction doit être un projet éducatif émancipateur.

On peut imaginer trois piliers sur lesquels s'appuyer pour commencer notre travail de construction.

- La demande d'une convocation d'états généraux par le biais d'assemblées populaires tenues dans tout le pays.
- Aller à la rencontre des gens pour récupérer et faire vivre leur parole par l'intermédiaire de cahiers de doléances qui serviront à produire une vision commune de l'avenir.
- Élaborer un projet éducatif alternatif en soutenant toutes les expériences d'éducation populaire (universités, ateliers,...) permettant au peuple de s'instruire par lui-même pour qu'il puisse acquérir une intelligence collective nécessaire à la construction d'une alternative.

## **Conditions (nécessaires à l'épanouissement de la démocratie)**

Au-delà de la vision que nous pouvons avoir d'une démocratie sans délégation de pouvoir (directe ou participative) nous devons nous interroger sur les conditions qui la rendront possible.

La prise en charge directe des affaires publiques par le peuple suppose un degré d'investissement personnel qui est rendu inaccessible, pour la majorité d'entre nous, par le mode de vie actuel.

Les conditions de vie sont un élément primordial pour un bon fonctionnement de la démocratie, le manque de temps et l'inégalité des revenus sont un frein puissant à l'implication de tous dans la vie démocratique.

Il faut sortir de la centralité du travail et explorer la piste du revenu inconditionnel d'existence pour libérer le maximum de temps et d'énergie que nous consacrons à « gagner notre vie » ou à chercher le boulot qu'on n'a pas.

J'ai envie d'imaginer un système idéal qui interrogera les conditions de vie des gens d'une manière générale. Et je ne veux pas qu'on y oppose une impossibilité définitive sous prétexte que les conditions n'existent pas. Les principes doivent bousculer les réalités

Il faut sortir de l'économie du temps libre et de sa marchandisation systématique (loisirs, culture, consommation,..) pour se réapproprier le temps d'une vie sociale plus riche en authenticité et en créativité.

La démocratie directe ou participative nécessite une égalité réelle entre citoyens, la démocratie représentative se contente d'une égalité formelle.

Il faut une information libre, plurielle et compréhensible. Une information digne de ce nom.

Quelles égalités réelles ? (voir égalité)

- L'égalité politique : proclamer que tous les hommes naissent libres et égaux en droit et garantir le droit de vote universel n'est manifestement pas suffisant.
- L'égalité dans le savoir : Le savoir est en soi pouvoir et domination, lorsqu'il n'est pas partagé de manière totale et transparente. Il faut le sortir de sa sanctuarisation.
- L'égalité économique : on peut y parvenir en déconnectant une grande partie des revenus du temps de travail. Le marché même accompagné de l'assistanat est une fabrique d'inégalités.

## **Connaissance de soi et des autres**

Nous touchons ici à un aspect essentiel de la démocratie car la question de l'identité (individuelle et collective) est déterminante dans la nature même d'un régime politique. Par exemple affirmer que l'homme est un loup pour l'homme, c'est faire le choix d'un pouvoir autoritaire mais si on voit l'homme comme un être rationnel et calculateur alors on choisit la démocratie bourgeoise.

Chercher une identité collective c'est penser une humanité unifiée et dire « les mêmes droits pour tous ». Mais cette vision universaliste ne fait - elle pas courir le risque d'une uniformisation conduisant à nier les différences ?

Ne voir que des identités individuelles c'est penser une humanité diversifiée et dire « à chacun ses droits ». Mais l'affirmation exacerbée des différences ne fait - elle pas courir le risque d'une communautarisation ou d'un individualisme excessif ?

La démocratie doit se frayer un chemin entre ces deux identités.

Quand on parle du genre on aborde la question de la place des hommes et des femmes dans la démocratie, ce qui nous conduira à nous demander qu'est ce que le peuple.

On ne peut connaître l'autre sans se connaître soi même, c'est un élément essentiel de l'organisation en société.

Connaissance de soi et connaissance du monde sont essentielles à l'élaboration de la démocratie.

Se définir soi même autrement que par sa position dans l'échelle sociale peut nous aider à cultiver une certaine indépendance face à la société.

La conscience collective ou l'action collective ne doit elle pas s'appuyer avant tout sur une connaissance individuelle de soi ? (être en soi avant d'être avec les autres). Il ne faut pas oublier qu'on peut aussi aller collectivement vers les pires catastrophes

### **Continuité**

Dans la difficulté que nous éprouvons à sortir de l'abstraction pour aboutir sur du concret le manque de continuité est souvent cité comme une cause majeure. Nous savons prendre des initiatives mais nous avons du mal à les prolonger. Peut être succombons nous trop facilement au sentiment d'urgence (souvent médiatique) en sautant d'une cause à une autre sans prendre le temps d'approfondir. Devant l'impératif du « tout, tout de suite » qui mène à la résignation, ne devrions-nous pas faire l'éloge de la patience et de la persévérance en revendiquant comme pour le travail « s'impliquer moins pour s'impliquer mieux » ?

### **Convergence**

Si nous appelons de nos vœux une multiplication de propositions alternatives, il nous reste à savoir comment les faire converger pour qu'elles produisent toute ensemble une alternative à la société.

Mais faut-il à priori converger ? Si l'union fait la force elle peut aussi conduire à l'uniformisation de la pensée et nous entrainer derrière une chapelle. La diversité doit elle obligatoirement s'unifier pour produire de la cohérence ?

### **Débat contradictoire**

La parole est l'instrument politique par excellence, un débat pour être démocratiquement contradictoire nécessite la liberté d'expression et l'égale considération de toute parole.

Pour être constructif et véritablement coopératif, un débat contradictoire doit se nourrir de ses contradictions et non prétendre les abolir (soit par un consensus mou, soit en cherchant à

imposer une solution sur toutes les autres), il est clair que ça ne peut être qu'une affaire de spécialistes, il doit venir d'en bas.

Un débat contradictoire n'est pas seulement affaire de convictions, chacun des participants doit être armé intellectuellement pour construire lui-même son argumentation (voir éducation).

Il est évident que pour être réellement contradictoire un débat a besoin de diversité, ce que n'offrent plus les partis politiques. Tous imprégnés par l'idéologie de la croissance ils ne conçoivent le débat contradictoire que comme une confrontation d'intérêts divergents.

## **Délégation**

Nous nous interrogeons ici sur la nature intrinsèque d'une délégation. En premier lieu on peut souligner que le délégant étant le véritable détenteur de ce qu'il délègue (pouvoir ou responsabilité), il se place naturellement « au dessus » du délégué. Il ne se dessaisit pas, il autorise. Si les choses sont très claires à l'intérieur d'une entreprise il n'en va pas de même en politique où le délégant (le peuple) se retrouve concrètement « en dessous » de celui qui reçoit la délégation (le représentant). Dans ce cas la délégation s'apparente à un abandon définitif en faveur de la classe politique. Pourquoi ?

- Le peuple étant une abstraction, son pouvoir l'est tout autant (la délégation est une illusion).
- Le peuple délègue parce qu'il se considère inapte, intellectuellement ou matériellement, à exercer son pouvoir (aveu d'ignorance ou d'impuissance).
- Le peuple a toutes les compétences mais il délègue par paresse (il est plus confortable de délèguer que d'exercer).
- Par souci d'efficacité le peuple ne délègue qu'aux plus compétents et aux plus motivés (création de la classe politique et de ses privilèges)

Déléguer c'est aussi un acte de confiance, il suppose une exacte conscience de ce qu'on délègue et une parfaite entente entre délégant et délégué. Ceci est possible dans une relation de personne à personne, où la confiance trahie peut être immédiatement sanctionnée, mais est elle imaginable entre le peuple et une classe politique irrévocable?

Comment le peuple peut déterminer la légitimité de celui à qui il délègue le pouvoir de faire les choses en son nom?

## **Démocratie (pouvoir du peuple)**

La démocratie peut elle se résumer à son sens étymologique et ne souffrir aucun adjectif ?

La récente revendication d'une démocratie réelle par le mouvement des indignés signifie bien qu'on ne peut parler de démocratie sans immédiatement lui attribuer un qualificatif.

Notre atelier en a identifié quelques uns dont voici l'inventaire.

- Démocratie directe : La prise en charge directe des affaires publiques par le peuple est certainement la forme la plus pure (réelle ?) de pratiquer la démocratie. Elle ne fait pas disparaître le pouvoir, elle indique seulement que l'instance légitime du pouvoir c'est le peuple. Mais elle se heurte à un gros problème d'échelle et n'est concevable qu'à l'intérieur de petits groupes. Aujourd'hui, certains pensent que les nouvelles

technologies de l'information sont à même de résoudre ce problème à priori insurmontable et voient dans internet la nouvelle agora d'une démocratie mondiale.

- Démocratie aristocratique : une manière radicale de résoudre l'équation du nombre par l'exclusion. Ce n'est plus l'ensemble de la population qui forme le peuple mais seulement une partie (caste ou classe sociale). Dans ce système la démocratie directe est toujours revendiquée, mais elle ne se pratique qu'au sein de l'oligarchie. On peut penser que cette forme de démocratie, typique des sociétés antiques très inégalitaires, est dépassée mais l'interdiction actuelle du droit de vote des étrangers ou de celle des femmes jusqu'en 1945 n'entrent elles pas dans cette logique ?
- Démocratie censitaire : une méthode plus moderne pour surmonter le problème de l'échelle et garantir un bon fonctionnement de la démocratie. L'exclusion n'est plus basée sur la tradition mais sur le patrimoine. Ne sont citoyens à part entière, c'est-à-dire avoir le droit de vote et celui d'être éligible, que ceux qui payent de lourds impôts et créent de la richesse. On y abandonne toute ambition de démocratie directe et les oligarques ne se considèrent plus comme étant le peuple mais comme ses représentants. Reprocher aux politiques de ne représenter que les puissants c'est faire la constatation amère que nous ne sommes pas entièrement sortis de ce régime, quoi qu'on en dise.
- Démocratie représentative : En instaurant le suffrage universel (à quelques exceptions près) on a garanti au peuple qu'il sera représenté dans sa totalité. Si la représentation s'affiche comme le meilleur moyen de vaincre « la malédiction du nombre » elle repose aussi sur l'inaptitude supposée du peuple à se gouverner par lui-même. La médiation des représentants garantit la paix sociale en évitant que les diverses factions du peuple s'entredéchirent, elle garantit également une bonne gouvernance soucieuse de l'intérêt général grâce aux savoirs et aux qualités morales des représentants. Ce système se présente comme le meilleur, ou le moins mauvais des systèmes possibles, mais on y croit de moins en moins. La grande majorité de la population ne se sent pas représentée et s'interroge ouvertement sur les réelles compétences ou sur la moralité affichées par la classe politique.
- Démocratie participative : On ne veut pas faire du problème de l'échelle une barrière insurmontable, c'est pourquoi cette modalité ne prône ni exclusion, ni représentation, bien au contraire, elle se pense dans une logique inclusive. L'intégration de tous dans les affaires publiques s'appuie sur le principe de coresponsabilité et sur une délégation de responsabilité où l'on ne se dessaisit pas mais où on autorise. La participation ne se résume pas au débat et à la prise de décision elle doit être aussi dans l'accompagnement de la mise en œuvre comme dans son évaluation. Cette double exigence a pour conséquence un mouvement ascendant et descendant continu dans lequel chacun pourra s'intégrer à tout moment et à l'endroit qui lui convient. Cette pratique nous conduira à une déprofessionnalisation (bienvenue) de la politique.
- Démocratie locale : C'est un élément clé pour rendre effective une démocratie participative à grande échelle. Si elle sort du modèle représentatif, elle peut favoriser la participation et la pratique de la démocratie directe en agissant concrètement sur le quotidien, mais elle peut être aussi une force de proposition pour des questions plus globales. Cette démarche horizontale suppose une multiplication des échelons de compétences et nous invite à abandonner notre vision centralisatrice pour un fédéralisme coopératif et ascendant (de l'immeuble au quartier, du quartier à la ville,

etc.). Certains y voient une complexification accrue du fonctionnement de la société, d'autres (plus nombreux) considèrent que le plus important c'est d'offrir à chacun la possibilité d'être acteur de la démocratie.

De ce petit inventaire, qui mérite sans doute d'être complété, nous pouvons retenir deux alternatives à la délégation de pouvoir

La première est manifestement celle de la démocratie directe rendue possible à grande échelle grâce au développement des technologies de l'information. C'est une direction qu'on peut explorer, sans préjuger où elle nous mènera.

La deuxième étant une démocratie participative s'appuyant sur la démocratie locale et la coresponsabilité. La délégation n'y disparaît pas mais on lui rend son véritable sens : autoriser et non se dessaisir. On y délègue les responsabilités mais on garde le pouvoir.

Ces deux directions peuvent être divergentes, ou convergentes, ce n'est qu'en les explorant que nous le saurons.

Au cours de nos réflexions nous avons constaté que la démocratie n'est pas qu'un régime politique (on ne peut pas la résumer aux processus électoraux et aux partis politiques), elle doit refléter l'état d'une société.

## **A venir**

**Éducation (populaire, civique et citoyenne)**

**Égalité (réelle ou formelle ?)**

**Expériences alternatives**

**Histoire et révolution**

**Individualisme**

**Information**

**Intérêt général**

**Légitimité**

**Local – global**

**Mobilisation et participation (avec qui construire la démocratie)**

**Outils (avec quoi construire la démocratie)**

**Peuple**

**Pouvoir et souveraineté**

**Principes**



**Responsabilité**

**Segmentation (approche segmentaire de la politique)**

**Société**

**Solidarité**

**Technostructure (le pouvoir par l'opacité et la complexité)**

**Transition**

**Utopie**

**Valeurs**